

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 10/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHABANY

2 avenue de la Carelle
94290 Villeneuve-le-Roi

Références : Helios : 61323
Code AIOT : 0007403813

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement CHABANY implanté 2 AVENUE DE LA CARELLE 94290 VILLENEUVE-LE-ROI. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action de contrôle de divers sites industriels, pour la baignabilité de la Seine lors des épreuves des Jeux Olympiques de Paris 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHABANY
- 2 AVENUE DE LA CARELLE 94290 VILLENEUVE-LE-ROI
- Code AIOT : 0007403813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société CHABANY exerce des activités relevant des rubriques 2713 "transit de déchets de métaux" (régime E), 2718 "tri - transit de déchets dangereux" (régime A) et 2791 "traitement de déchets non dangereux" (régime A) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mode et conditions utilisation, épuration, évacuation des eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient que l'exploitant mette à jour les plans des réseaux d'alimentation en eau potable et d'évacuation des effluents du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mode et conditions utilisation, épuration, évacuation des eaux résiduelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
Constats : L'exploitant a présenté le plan des réseaux d'évacuation des eaux pluviales du site. Ce plan n'est pas à jour : il mentionne la présence de 2 "bassins de filtrages" qui n'ont pas été réalisés. L'exploitant indique que le Préfet du 94 avait imposé le raccordement au réseau d'assainissement public. Lors de la visite du site, il a été constaté que le "bassin de filtrage" côté Avenue de la Carelle a été remplacé par un ouvrage enterré, probablement un débourbeur - deshuileur ; celui côté rue des Pétroles a été remplacé par un bassin à ciel ouvert étanche, raccordé à un ouvrage enterré, un débourbeur - deshuileur également. L'exploitant a justifié entretenir régulièrement ces ouvrages (factures des curages) et contrôler régulièrement la qualité des rejets. L'exploitant réalise lui-même les prélèvements d'échantillons d'eau des toitures et en sorties des débourbeurs - deshuileurs, qu'il envoie au laboratoire pour analyses. L'exploitant a déclaré que les eaux de toitures ne sont pas réputées propres, en raison notamment de la circulation des avions au-dessus du site vu la proximité de l'aéroport d'Orly. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan du réseau interne d'alimentation en eau

potable du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> - Il convient que l'exploitant mette à jour le plan des réseaux d'évacuation des effluents (eaux pluviales et sanitaires). - Il convient que l'exploitant dispose d'un plan du réseau interne d'alimentation en eau potable. - Ces plans doivent faire apparaître tous les éléments visés par la prescription susvisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois